

20.5 Audiovisuel

Avec 209 millions de billets de cinéma vendus en 2017 en France métropolitaine, les entrées payantes en salles reculent de 1,8 % par rapport à 2016. Elles se situent cependant au troisième plus haut niveau depuis 50 ans. Pour la quatrième année consécutive, le seuil des 200 millions d'entrées est franchi, largement au-dessus du niveau moyen des dix dernières années. En 2017, les films de long métrage français ont généré plus de 77 millions d'entrées, soit 2,0 % de plus qu'en 2016. Leur part de marché progresse à 37,4 % (36,0 % en 2016). Les films américains enregistrent pour leur part plus de 100 millions d'entrées pour la troisième année consécutive.

En 2017, le nombre d'établissements de cinéma actifs s'élève à 2 046. Parmi eux, 219 sont des multiplexes (cinémas de 8 écrans et plus) dont 8 ont ouvert dans l'année. Ce nombre de créations est légèrement supérieur à la moyenne des dix dernières années. À fin décembre 2017, 1 221 établissements actifs disposent d'au moins un équipement de projection numérique 3D. Le parc des salles actives augmente à 5 913 salles (+ 71) ; parmi elles figurent 105 circuits itinérants.

Le marché de la **vidéo à la demande (VàD)** payante en France est estimé à 485 M€ en 2017, en progression de 32,3 % par rapport à 2016. Pour la première fois, le marché de la VàDA (formules par abonnement) dépasse le marché du paiement à l'acte et représente plus de la moitié (51,3 %) des ventes totales.

En 2017, le marché de la vidéo physique (DVD et de **Blu-ray**) représente 52,5 % du

marché total de la vidéo. Les ventes de DVD et de **Blu-ray** baissent de 9,8 % et s'établissent à 537 millions d'euros (M€). En dix ans, les recettes du marché de la vidéo physique ont diminué de plus de moitié (- 61,2 %). Trois principaux facteurs concourent à ce recul du marché : les changements d'usages de consommation de la vidéo (en télévision de rattrapage ou en vidéo à la demande), les baisses de prix pratiqués, particulièrement pour les nouveautés, et le piratage.

La consommation de **télévision de rattrapage (TVR)** augmente à nouveau en 2017, avec 6,9 milliards de vidéos visionnées en TVR, contre 6,5 milliards en 2016. Les appareils mobiles confirment leur statut de premiers supports en volume et captent, en 2017, 44,4 % de la consommation de la télévision en ligne (qui inclut la TVR, les bonus et la consommation des chaînes en direct sur les autres supports que la télévision). Les recettes publicitaires constituent la principale source de revenus des services de TVR. Elles atteignent 115 M€ en 2017. Elles ont été multipliées par 3,8 entre 2011 et 2017.

En 2017, le marché français, physique et numérique, de la musique enregistrée, augmente de 3,9 %, à 583 M€ (hors droits voisins). Le marché physique baisse modérément (- 4,7 %), à 298 M€, et les ventes numériques progressent de 14,7 %. Avec 285 M€, elles frôlent le cap des 50 % du marché (48,8 %). Le **streaming**, moteur de cette croissance, représente à lui seul près de 42 % des revenus du marché total. ■

Définitions

Chiffre d'affaires des éditeurs vidéo : les dépenses des ménages en vidéo physique sont évaluées, selon une étude réalisée pour le compte du CNC, à partir des ventes réalisées dans les grandes surfaces alimentaires, les grandes surfaces spécialisées, la vente par correspondance et les ventes sur Internet. Ces chiffres n'incluent pas les ventes en kiosques et dans les stations-services. Ils excluent également le segment de la location. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Streaming : lecture en continu sans téléchargement de musique ou de vidéo.

Télévision de rattrapage (TVR) : ou télévision à la demande, correspond à l'ensemble des services permettant de voir ou revoir des programmes après leur diffusion sur une chaîne de télévision, pendant une période déterminée, gratuitement ou sans supplément dans le cadre d'un abonnement.

Disque Blu-ray, Internet, vidéo à la demande (VàD) : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie de la production musicale », Snep, édition 2018.
- « Bilan 2017 », Centre national du cinéma et de l'image animée, mai 2018.
- « La production audiovisuelle aidée en 2017 », Centre national du cinéma et de l'image animée, avril 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

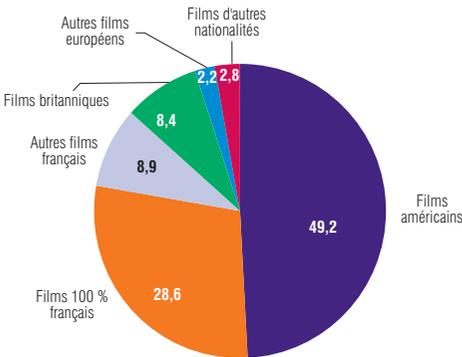
Production audiovisuelle aidée

	Volume		Devis	
	2017 en heures	17/16 en %	2017 en millions d'euros	17/16 en %
Animation	353	-9,1	269,0	4,9
Documentaire	2 266	0,6	397,6	-1,9
Fiction	871	-2,9	719,9	-7,6
Magazine	350	-6,1	28,6	4,0
Spectacle vivant	1 033	8,3	121,6	4,0
Total	4 873	0,2	1 536,7	-3,0

Source : CNC.

Parts de marché selon la nationalité des films en 2017

en %



Note : parts de marché établies sur le nombre des entrées.
Source : CNC.

Chiffre d'affaires des éditeurs vidéo

en millions d'euros

	Vidéo à la demande ¹	Vente		
		Total	DVD	Blu-ray
2008	53,2	1 382,4	1 331,0	51,5
2010	152,0	1 385,4	1 211,7	173,7
2011	219,5	1 222,9	1 018,2	204,7
2012	251,7	1 116,0	891,9	224,1
2013	239,8	929,1	723,9	205,2
2014	265,0	807,0	618,2	188,8
2015 (r)	317,6	707,6	536,4	171,2
2016 (r)	366,6	595,0	446,7	148,3
2017	485,1	536,6	393,6	143,0

1. Sur les plates-formes généralistes.

Source : CNC.

Marché de la musique

	2014 (r)	2015 (r)	2016 (r)	2017
Ventes en volume (en millions d'équivalents ventes)^{1,2}	77,6	133,9	255,1	353,8
Albums				
Vendus, téléchargés	43,4	39,5	35,9	32,7
Streamés ¹	...	7,1	11,5	20,7
Singles				
Vendus, téléchargés	32,5	26,2	20,2	16,7
Streamés ¹	...	60,0	186,7	283,3
Vidéos musicales	1,7	1,1	0,9	0,9
Marché physique (en M€)³	345,2	303,9	313,1	298,4
Marché numérique (en M€)	162,2	185,9	248,1	284,6
Téléchargement internet	73,7	60,4	43,1	35,1
Sonneries, téléphonie mobile	9,4	7,0	7,9	7,0
Streaming et abonnements	79,1	118,4	197,1	242,6

1. Traditionnellement, la consommation de musique se mesure par le suivi des volumes vendus. Mais la consommation en *streaming* audio ne repose pas sur des ventes ; les volumes de *streams* sont alors convertis en « équivalents ventes ». Ceux-ci sont calculés en fonction du poids de *streaming* parmi l'ensemble des équivalents ventes du TOP global de l'année. 2. En 2014, les ventes en volume n'incluent pas le *streaming*. 3. Ventes en gros H.T. nettes de remises.
Source : Snep.

Production et exploitation cinématographiques

	1990	1995	2000	2014	2015	2016 (r)	2017
Production							
Nombre de films agréés par le CNC	146	141	171	258	300	283	300
dont films d'initiative française	106	97	144	203	234	221	222
Investissements totaux (en millions d'euros)	501	548	803	994	1 224	1 389	1 328
dont investissements français	350	406	665	797	970	1 165	1 088
Devis médian des films d'initiative française (en millions d'euros)	2,4	3,2	3,2	2,8	3,1	2,8	3,5
Exploitation							
Nombre d'établissements	2 300	2 119	2 172	2 020	2 033	2 044	2 046
Nombre d'écrans actifs	4 518	4 377	5 142	5 647	5 741	5 842	5 913
Entrées (en millions)	122	130	166	209	205	213	209
Recettes totales guichets (en millions d'euros)	583	690	894	1 333	1 332	1 389	1 381
Part de marché des longs métrages français (en % des entrées)	37,4	35,2	28,5	44,5	35,7	36,0	37,4

Source : CNC.

Panorama du cinéma dans quelques pays du monde en 2017

	Allemagne	Chine	Espagne	États-Unis	Italie	Japon	Royaume-Uni
Longs métrages produits ^{1,2}	247	970	224	544	223	594	182
Nombre d'écrans ³	4 803	50 776	3 625	40 393	3 917	3 525	4 150
Recettes guichet (en millions de devises) ⁴	1 056	8 600	599	11 100	613	229	1 278
Part du cinéma national (en % des entrées) ⁵	23,9	53,8	17,3	...	18,3	54,9	37,4

1. Coproductions minoritaires incluses en Allemagne et en Italie ; films nationaux à 100 % en Chine ; hors documentaires et productions de budget < à 1 M\$ aux États-Unis ; films japonais distribués au Japon. 2. Chiffre 2016 pour l'Italie et 2016 pour le Royaume-Uni. 3. Chiffres 2015 pour l'Italie et 2016 pour le Royaume-Uni. 4. Euros sauf Royaume-Uni (livres sterling), États-Unis et Chine (dollars US) et Japon (yens). 5. En termes de recettes aux États-Unis et au Royaume-Uni ; y c. les films produits à l'aide d'investissements américains pour le Royaume-Uni. Note : États-Unis y c. Canada pour les entrées et les recettes.
Source : CNC.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique
« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 102, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides* n° 8, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2		Transport	1 451	3,1	2,8	
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Mobilier, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
 2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

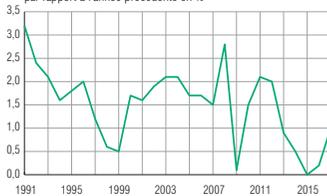
glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	17/16	Baisses	17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	Lumières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales